



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Carrières de la Vallée Heureuse

BP 3
Hydrequent
62720 Rinxent

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\05_CARRIERES\Carrières
C1\XH_Rinxent_0007000364\2_Inspections\2025 01 22 Glissement terrain
Code AIOT : 0007000364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement Carrières de la Vallée Heureuse implanté Hydrequent 62720 Rinxent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à un glissement de terrain survenu le 16 janvier 2025 sur le versant Nord-Est de la versée d'Hydrequent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de la Vallée Heureuse

- Hydrequent 62720 Rinxent
- Code AIOT : 0007000364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières de la Vallée Heureuse exploite depuis plus d'un siècle une carrière de calcaire à ciel ouvert sur les communes de Ferques et Rinxent.

L'autorisation d'exploitation a été renouvelée pour la dernière fois par arrêté préfectoral modifié du 31/10/2018 (installations soumises au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 - exploitation de carrières).

Cet arrêté autorise une production maximale de granulats de 5 Mt/an, et une production annuelle moyenne de 3 Mt/an. L'exploitation de la carrière est conduite selon la méthode d'exploitation par tranches verticales abattues à l'aide de produits explosifs. La carrière porte sur une surface totale de 213,53 ha.

La carrière comprend des installations de traitement de matériaux permettant de concasser /cribler le calcaire avant sa commercialisation. Cette installation est composée de deux postes primaires, d'un poste secondaire et d'un poste tertiaire abrités sous bâtiment.

La société emploie une centaine de personnes sur le site.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article 2.5.1.	Mesures d'urgence	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au glissement de terrain, l'exploitant a mis en place un suivi par drone de l'évolution dans le temps du glissement, et a pris les dispositions pour interdire l'accès de la zone concernée au personnel.

En l'état actuel des recherches, aucune cause certaine n'a pu être établie, et des investigations complémentaires doivent être menées avec l'appui d'experts.

Aussi il est nécessaire d'imposer à l'exploitant :

- la fourniture d'un rapport complet d'incident intégrant notamment les évaluations réalisées par un géologue expert indépendant et un expert indépendant dans le domaine des explosifs, en vue de déterminer les causes exactes du glissement de terrain et de prévoir des mesures à mettre en place pour éviter le renouvellement d'un incident du même type ;
- de définir un périmètre sécuritaire autour de la zone de glissement, d'en interdire l'accès et l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2018, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection de l'environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection de l'environnement. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement.</p>
Constats : <p>La visite terrain réalisée au cours de la présente inspection a permis de visualiser la zone du glissement de terrain survenu le 16 janvier 2025.</p> <p>L'exploitant a mis en place des panneaux interdisant l'accès depuis les pistes de la carrière à la zone proche de ce glissement de terrain.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 5/02/2025 une fiche de notification d'accident / incident modèle du BARPI. Cette fiche reprend les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• le 16/01/2025, aux environs de 5h00 du matin, un glissement de terrain a eu lieu sur le versant Nord-Est de la verse d'Hydrequent au sein de la carrière. <u>L'inspection note que d'après le plan du site fourni par l'exploitant par courriel du 5/02/2025, la zone de glissement est coupée par la limite du périmètre d'exploitation, et sort pour sa partie Nord-Ouest du périmètre autorisé de la carrière.</u>• le volume estimé de matériaux concernés par le glissement est évalué à 450 000 m3 de stériles de découvertes qui ont glissé sur une distance de 30 à 40 m.• le glissement n'a occasionné aucune conséquence humaine et matérielle, les conséquences économiques restent à évaluer.• il n'y a pas eu de matières dangereuses ou polluantes impliquées dans le glissement de terrain.• l'exploitant a mis en place des signalisations d'interdiction d'accès à la zone concernée pour les salariés et entreprises extérieures ;• l'exploitant a procédé à la mise en place d'un merlon pour piéger les cailloux en cas de nouveau glissement ;• l'exploitant assure le suivi de l'évolution de la situation au moyen de relevés par drones ;• l'exploitant a pris contact avec l'INERIS pour une visite d'expertise. <p>L'exploitant précise que les circonstances et causes du glissement de terrain identifiées à ce stade des investigations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• le glissement de terrain concerne un remblai constitué de stériles de découvertes mis en place sur la période de 2021 à 2024. L'exploitant a transmis à l'inspection un schéma en coupe de la verse qui montre que le remblai qui a glissé avait été mis en place en couches horizontales successives et appuyées, selon une pente de 24°, sur un ancien remblai, avec

un système de drains réalisés en enrochements placés entre l'ancien remblai et le nouveau.

- l'exploitant indique que l'épisode neigeux et les précipitations du début d'année 2025, ainsi qu'un drainage insuffisant pourraient être à l'origine du glissement ;
- l'exploitant indique que des vibrations éventuelles causées par les tirs de mines ne semblent pas être en cause au vu de la distance et de l'orientation des tirs par rapport à la zone incriminée. Le plan du site transmis par l'exploitant le 5/02/2025 indique que la zone proche du glissement (environ 100 m) a été exploitée en janvier-février 2024, et que les zones exploitées en janvier 2025 se trouvent à environ 600 m de la zone de glissement.

Actions envisagées par l'exploitant pour la détermination des causes du glissement :

- l'exploitant indique avoir pris contact avec l'INERIS pour déterminer les circonstances et les causes du glissement ; une visite de l'INERIS sur site est programmée le 17/02/2025 ;
- l'exploitant indique également qu'il envisage dans l'avenir la réalisation d'études géotechniques dans le cadre de la création des futures verses de stériles.

Les circonstances et les causes précises du glissement de terrain restent à déterminer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours